



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction de l'action locale

Bureau des procédures environnementales

Agence Régionale de Santé de Lorraine

Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle

N°

ARRETE PREFECTORAL**Portant :****1°) Déclaration d'utilité publique**

a) des travaux de dérivation des eaux par captage de la source « Fontaine des fées », sur et au bénéfice de la commune de Tramont-Saint-André

b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau

2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 février 2011 prescrivant l'ouverture de deux enquêtes publiques conjointes ;

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la source Fontaine des fées, sur et au bénéfice de la commune de Tramont-Saint-André ;

2°) parcellaire en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire de la commune de Tramont-Saint-André ;

VU la délibération du conseil municipal de Tramont-Saint-André du 6 mars 2002, complétée par la délibération du 24 septembre 2003, sollicitant la déclaration d'utilité publique d'établissement des périmètres de protection du captage de la source Fontaine des Fées situé à Tramont-Saint-André et l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de juin 2004 ;

VU les résultats des enquêtes publiques qui se sont déroulées du 26 février 2011 au 19 mars 2011 dans les communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy ;

VU les registres d'enquête et les pièces attestant le bon déroulement des enquêtes ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur à l'issue de ces enquêtes ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivrée à la commune de Tramont-Saint-André le 17 février 2011 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 21 septembre 2011 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Tramont-Saint-André énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Tramont-Saint-André ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Arrête

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} - Objet

Le présent arrêté concerne :

1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage de la source « Fontaine des fées » sur et par la commune de Tramont-Saint-André, dénommée ci-après « la collectivité » ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;

3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage de la source « Fontaine des Fées » de la collectivité ;

2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	Z =
Source Fontaine des Fées	TRAMONT-SAINT-ANDRE	Section B n°	03032X0016	866 228	2 385 252	293

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 30 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la source « Fontaine des fées » est situé sur la commune de Tramont-Saint-André et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
TRAMONT SAINT ANDRE	B	« BALAIVEAU »	23 (en partie)
			24 (en partie)
Surface totale du périmètre			3 a 50 ca

8-2 - Périmètre de protection rapprochée

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
TRAMONT-SAINT-ANDRE	-	Chemin rural du Nouel	-
		Chemin d'exploitation n°1	-
		Chemin rural dit de Tramont-Saint-André à Vandeléville	-
	B	"Balaiveau"	24 pour partie
			25
		"Les Onze Verges"	43
		"Le Chatelet"	44 ; 45 ; 46 ; 47
		"Longs de Chasy"	56
	"Chaufour"	79	
TRAMONT-EMY	-	Chemin rural dit de Tramont-Saint-André à Vandeléville	-
	-	Chemin rural dit de Favières à Tramont-Emy	-
	A	Bois communaux de Beuvezin	1 pour partie
		Bois communaux de Tramont-Emy	2 pour partie
		Bois du Chatelet	51 ; 52 ; 53 ; 54
Surface totale du périmètre			77 ha 28 a 55 ca

Le périmètre de protection rapprochée de la source « Fontaine des Fées » est situé sur les communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy et concerne les parcelles ci-dessus.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate doivent être acquis par la commune de Tramont-Saint-André et doivent rester sa propriété. Ils sont clôturés et ne sont accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces du périmètre de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.1.1 L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p>10.1.2 La réalisation de mares et d'étangs.</p> <p>10.1.3 Le captage de source, la création de puits ou forage dans le même aquifère excepté pour le renforcement ou la substitution à la ressource actuelle et pour un usage destiné à l'alimentation publique.</p>	<p>10.1.4 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'un dispositif étanche de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles. Elle est limitée à la stricte durée nécessaire.</p> <p>10.1.5 Tout sondage de reconnaissance qui pénètre ou traverse le même aquifère est soumis à l'avis de l'autorité administrative compétente. Les moyens d'exécution sont tels que l'étanchéité entre la surface et l'aquifère est assurée à tout moment. Ils sont obturés après utilisation selon les règles de l'art.</p> <p>10.1.6 Le remblaiement de carrières existantes, fouilles, tranchées, excavations est réalisé à l'aide de matériaux inertes ou naturels provenant de carrières et ne provoquant aucune influence sur la chimie de la nappe. Tout matériau est contrôlé au préalable avant mise en œuvre.</p>

10.2 - Stockages et dépôts	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p>10.2.2 Les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables.</p> <p>10.2.3 Les stockages de produits chimiques.</p> <p>10.2.4 Les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers).</p> <p>10.2.5 Les stockages d'effluents industriels.</p> <p>10.2.6 Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p>10.2.7 Les stations d'épuration, le lagunage.</p> <p>10.2.8 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p>	Sans objet

10.3 - Canalisations	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.3.1 Les canalisations d'eaux usées industrielles.</p> <p>10.3.2. Les canalisations d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux.</p> <p>10.3.3 Les canalisations d'eaux usées collectives.</p>	Sans objet

10.4- Rejets liquides	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.4.1 Les rejets d'eaux usées domestiques.</p> <p>10.4.2 Les rejets d'eaux usées industrielles.</p> <p>10.4.3 Les rejets d'effluents agricoles.</p> <p>10.4.4 Les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées.</p> <p>10.4.5 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p>	Sans objet

10.5 - Constructions	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.5.1 Les nouvelles constructions d'habitations.</p> <p>10.5.2 Les campings, caravanings et annexes.</p> <p>10.5.3 La création de cimetières.</p> <p>10.5.4 Les installations classées.</p> <p>10.5.5 Les silos produisant des jus de fermentation.</p> <p>10.5.6 Les bâtiments d'élevage ou d'engraissement.</p>	<p>10.5.7 Toute voirie, chemin d'exploitation existant ou futur ne doit pas constituer de risques particuliers pour les eaux souterraines (eaux stagnantes, risque accidentel de déversement, ...)</p> <p>10.5.8. Tout travaux de voirie, d'aménagement d'aires de stationnement ou de stockage est effectué à l'aide de matériaux naturels inertes ou naturels provenant de carrières.</p>

10.6 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p><u>Utilisation de phytosanitaires</u></p> <p>10.6.1 L'épandage de tout produit phytosanitaire, dont la molécule mère ou le métabolite serait retrouvé par deux analyses successives au niveau du captage (eau brute), à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées, par le laboratoire agréé spécialement désigné par le Préfet. Il en est de même pour toute molécule dont la valeur sanitaire maximale est inférieure à la limite de qualité des eaux distribuées.</p> <p><u>Elevage</u></p> <p>10.6.2 Les abreuvoirs, installations d'affouragement, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite ou toute autre installation favorisant le regroupement localisé d'animaux.</p> <p><u>Epandage</u></p> <p>10.6.3 L'épandage de lisier, boues de station d'épuration.</p> <p><u>Pratiques culturales</u></p> <p>10.6.4 La culture sur labour.</p> <p><u>Autres pratiques agricoles</u></p> <p>10.6.5 Le maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p>10.6.6 Le drainage de terres agricoles.</p>	<p><u>Epandage</u></p> <p>10.6.7 L'épandage de fertilisants azotés organiques et minéraux doit être raisonné et respecter le programme d'action en vigueur à mettre en œuvre dans la zone vulnérable en application de la directive "nitrates".</p>

10.7 - Activités forestières

ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>10.7.1 Les défrichements.</p> <p>10.7.2 Le traitement du bois stocké (à mentionner dans les clauses de vente du bois).</p> <p>10.7.3 Les installations d'affouragement et/ou d'agrenage destinés au gibier, de même que tout produit destiné à attirer et à fixer les populations de sanglier à moins de 500 mètres du captage.</p> <p>Utilisation de phytosanitaires</p> <p>10.7.4 L'épandage de tout produit phytosanitaire, dont la molécule mère ou le métabolite serait retrouvé par deux analyses successives au niveau du captage (eau brute), à une teneur supérieure ou égale à la limite de qualité des eaux distribuées, par le laboratoire agréé spécialement désigné par le Préfet. Il en est de même pour toute molécule dont la valeur sanitaire maximale est inférieure à la limite de qualité des eaux distribuées.</p>	<p>10.7.5 Les zones temporaires de dépôt ou de stockage du bois sont autorisées <u>pendant la durée de l'exploitation uniquement</u> à moins de 500 mètres du captage.</p> <p>10.7.6 Les ornières provoquées par la création de pistes forestières et/ou de cloisonnements d'exploitation (aménagés provisoirement pour le débardage) à moins de 500 mètres du captage seront remises en état à l'issue des travaux afin d'éviter les zones de stagnation d'eaux.</p> <p>10.7.7 Les coupes à blanc sont remplacées par des coupes de régénération progressive.</p> <p>10.7.8 L'utilisation d'huiles biodégradables (huiles hydrauliques et huiles de chaîne de tronçonneuse) est exigée pour les travaux dans le périmètre de protection rapprochée.</p> <p>10.7.9 L'utilisation et l'épandage de produits phytosanitaires sont aussi réduits que possible.</p> <p>10.7.10 Une déclaration à la direction départementale des territoires et une information auprès de l'agence régionale de santé de Lorraine sont effectuées en précisant la zone traitée et le produit utilisé en cas de mauvais état sanitaire des peuplements, de dépérissement forestier ou de chablis.</p> <p>10.7.11 Tout incident ou accident (renversement d'engin, rupture de réservoir, carter, etc.) susceptible d'entraîner une pollution est signalé à la commune.</p>

Article 11 - Travaux à réaliser

La partie de la parcelle référencée à la section B numéro 23 nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate doit être acquise en pleine propriété par la collectivité.

Les installations de captage, de traitement et de stockage de l'eau destinée à la consommation humaine doivent faire l'objet d'un nettoyage et d'une désinfection au moins annuelle.

Le clapet anti-retour du trop-plein du captage doit faire l'objet d'une surveillance régulière afin de procéder à son désencombrement en tant que de besoin.

La réflexion sur la diversification de la ressource en eau doit être engagée.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations de l'article 10 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection. Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 8 les propriétés désignées à l'état parcellaire annexé nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires doivent être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 15 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection doivent être annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 17 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 18 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 19 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 20 - Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- **Annexe I** : Plan de situation du captage au 1/12500^e,
- **Annexe II** : Plan de bornage du périmètre de protection immédiate au 1/500^e,
- **Annexe III** : Plan parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée au 1/2500^e,
- **Annexe IV** : Etats parcellaires des périmètres de protection immédiate et rapprochée (3 exemplaires),
- **Annexe V** : Récapitulatif des surfaces grevées de servitudes.

Article 21 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 22 - Exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le sous-préfet de Toul,
- le directeur général de l'agence régionale de santé,
- le directeur départemental des territoires,
- les maires des communes de Tramont-Saint-André et Tramont-Emy,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 23 – Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau de recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- au centre régional de la propriété forestière,
- au tribunal administratif.

Nancy, le 09 DEC. 2011

Le préfet,
Pour le préfet,
Et par délégation,
Le secrétaire général par intérim,
La sous-préfète de Briey,

Christine BOEHLER